

Migrants mineurs : les Canaries appellent à l'aide

L'archipel espagnol est débordé par l'afflux de jeunes clandestins venus d'Afrique

LAS PALMAS DE GRANDE CANARIE -
envoyée spéciale

Après six jours de traversée, les réserves d'eau potable épuisées, le fond de la pirogue rempli d'eau, Mohamed (le nom des mineurs n'est pas rendu public) a entendu des cris dans la nuit sans lune et le bruit de deux corps tombant à l'eau. Selon ce Gambien de 15 ans, deux personnes prises de folie ont sauté dans les profondeurs de l'océan Atlantique. Le lendemain, le reste des passagers, partis du Sénégal, a accosté aux Canaries. « Chaque nuit, depuis qu'il est arrivé il y a quinze jours, on entend ses pleurs », raconte Gabriel Orihuela, le directeur du centre pour mineurs étrangers non accompagnés (menas, selon leur acronyme espagnol) de Tindaya, à Las Palmas de Grande Canarie, où le jeune est suivi par un psychologue.

Perché sur les collines du quartier de Tafira, dans le sud de la capitale des Canaries, le centre de Tindaya accueille, dans un ancien monastère abandonné, 80 jeunes âgés de 12 à 18 ans, principalement maliens, sénégalais et marocains. Une vingtaine d'entre eux vient tout juste d'être transférée de la petite île d'El Hierro où, chaque semaine, accostent des centaines de migrants. En cette matinée de la fin septembre, les jeunes sortent de cours et discutent dans les couloirs, jouent à FIFA sur leur téléphone, courent vers la cantine ou se rendent à la mosquée installée près du patio.

Ils tapent chaleureusement dans la main de Gabriel à son passage. « Le matin, ils suivent des cours d'espagnol, l'après-midi, des activités sont organisées. Les moins de 16 ans sont scolarisés dans des écoles de Las Palmas, les autres peuvent suivre des formations professionnelles, apprendre à rédiger un CV, effectuer des stages », explique M. Orihuela. Dans l'idéal, pour prendre en charge correctement ces jeunes, ce centre ne devrait pas en accueillir plus de 50, car nous essayons de recréer une ambiance qui soit la plus proche possible d'une vie de famille et de favoriser leur intégration. Mais nous en acceptons 80, car la priorité est de couvrir l'urgence. »

Protocole controversé

Entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, plus de 40 000 migrants sont arrivés sur l'archipel espagnol situé face au Sud marocain. C'est le double du nombre relevé pour les neuf premiers mois de 2023. Entre 8 % et 10 % d'entre eux sont des mineurs isolés, automatiquement placés sous la tutelle du gouvernement canarien et répartis dans des centres spécialisés.

Or, avec 5500 mineurs isolés accueillis sur l'archipel, ce système est « au bord de l'effondrement », assure Alfonso Cabello, le porte-parole du gouvernement canarien, une coalition entre le parti régionaliste Coalition canarienne (CC) et le Parti populaire (PP, droite). « En treize mois, nous sommes passés de 28 centres à 81 et

nous avons de grandes difficultés à trouver du personnel spécialisé, des éducateurs, des psychologues, des traducteurs. Cela représente 14 millions d'euros par mois et nous n'avons encore reçu aucun fonds du gouvernement central cette année. Nous avons l'obligation de donner un projet de vie et une intégration sociale à ces jeunes, c'est pourquoi nous demandons une solution stable et un financement adapté. »

« Répartition ordonnée »

En juillet, un projet de loi visant à obliger les autres régions autonomes espagnoles à accueillir les mineurs non accompagnés lors que les capacités des Canaries sont débordées a été rejeté, au Parlement, par le PP. Vox (extrême droite) et le parti indépendantiste catalan Junts. Las d'attendre une solution, le gouvernement canarien a adopté en septembre un protocole controversé, qui lui permet de refuser de prendre en charge les mineurs s'ils ne sont pas dûment identifiés par la police nationale et si ses centres d'accueil sont complets, renvoyant ainsi la balle au gouvernement central.

La justice l'a suspendu et le gouvernement central du socialiste Pedro Sanchez a repris les négocia-

tions avec le gouvernement canarien pour élaborer un nouveau plan de répartition des mineurs sur la péninsule. Les Canaries ont aussi lancé un appel à l'aide à Bruxelles et, fin septembre, le vice-président de la Commission européenne, Margaritis Schinas, a annoncé, à Tenerife, une aide de 14 millions d'euros pour faire face à la crise migratoire.

Sur fond de récupération politique, l'immigration est, pour la première fois en Espagne, la principale préoccupation des Espagnols, selon un sondage publié en septembre par le Centre de recherches sociologiques. Surfiant sur cette vague, et la nourrissant, le chef de l'opposition, Alberto Nuñez Feijoo (PP), s'est rendu en Italie, où il a salué la politique migratoire de Giorgia Meloni le 19 septembre, tandis que Vox a proposé d'envoyer « l'armada [la marine] » patrouiller dans l'océan. « Plus vite nous organisons une répartition ordonnée de ces jeunes, plus vite nous coupons court au populisme qui nourrit une peur infondée envers des jeunes qui viennent avec l'envie de travailler », souligne M. Cabello.

Gabriel Orihuela vient d'ailleurs de renvoyer huit de ces jeunes dans la région de Maspa-

Un projet de loi obligeant les autres régions espagnoles à accueillir les migrants mineurs a été rejeté

lomas, dans le sud très touristique de l'île de Grande Canarie, pour des stages de serveur et de cuisinier. Il en a aussi placé dans des élevages de poulets, une usine de fourrage, une entreprise d'organisation d'événements, ou encore chez un charpentier.

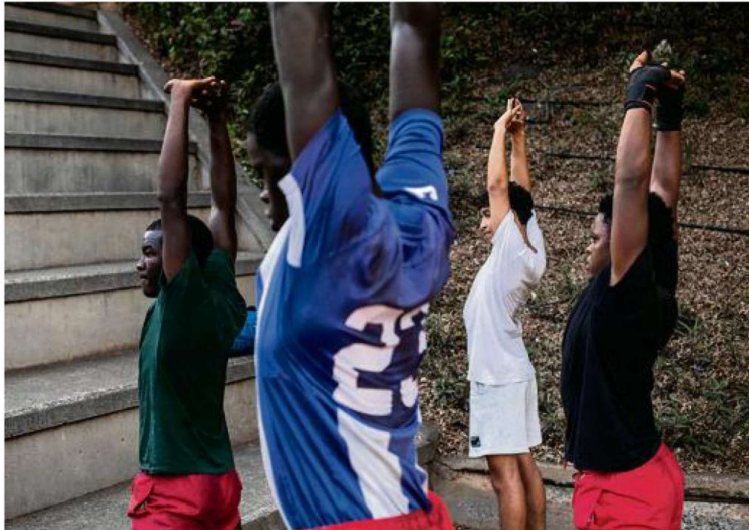
« Pour leur trouver un stage, nous n'avons aucun problème car le sentiment général des chefs d'entreprise est que les jeunes Canariens ne veulent pas des emplois de base dans l'hôtellerie ou l'agriculture. Souvent, ce sont nos jeunes qui remplissent les formations de services pour l'emploi, à défaut de candidats locaux », souligne-t-il. En revanche, pour les embaucher, les employeurs préfèrent attendre qu'ils aient 18 ans, car le travail des mineurs est très enca-

dré et contraignant. » Les jeunes, eux, sont pressés.

Un mètre cinquante, des épaules étroites et de grands yeux boudeurs qui doivent son visage : difficile de donner plus de 12 ans à Adama Sur son passeport malien figure, inscrit à la main, que ce gamin chétif originaire d'une petite ville de la région de Ségo, dans le centre du pays, est issu d'une famille de cultivateurs, est né en 2007. « Il est pressé de sortir du centre pour rejoindre sa famille en France et nous a juré qu'il avait 17 ans, mais son passeport a été reconnu comme un faux », soupire M. Orihuela. Nous attendons une confirmation osseuse de son âge. On sait que des pays ne laissent pas les moins de 16 ans passer la frontière, ce qui incite certains à falsifier leurs documents. »

Pleurs et protestations

Abdoukarim, qui arbore une large raie de cheveux teints en blond et rêve de devenir footballeur, a connu une situation inverse. Arrivé en début d'année, à 15 ans, ce jeune Sénégalais a pu être scolarisé au collège Alonso-Quesada de Las Palmas de Grande Canarie. Il a montré sa motivation et appris des rudiments d'espagnol jusqu'à ce qu'un jour, la police vienne le chercher dans le



Au centre pour mineurs migrants non accompagnés de Tindaya, à Grande Canarie, en Espagne, le 1^{er} octobre. CÉSAR DEZURU POUR « LE MONDE »



La route canarienne est la plus dangereuse d'Europe. Des dizaines de pirogues disparaissent dans l'océan

centre de Tindaya. Le test osseux qu'on lui avait fait passer, et dont les résultats tardaient, estimait son âge à 18 ans.

Entre ses pleurs, ceux de ses compagnons et les protestations des travailleurs sociaux, le jeune garçon a été transféré dans un centre pour migrants adultes, dans une ancienne caserne militaire située sur le port de Las Palmas de Grande Canarie. « Nous étions 1300 à l'intérieur, se souvient-il, j'ai réussi à obtenir mes papiers d'identité et démontrer mon âge, mais quand je suis revenu dans le centre, j'avais 16 ans et j'ai perdu ma place au collège. »

Amadou, 16 ans, est venu de Bamako avec l'espoir d'« étudier » pour devenir journaliste, car ses parents sont trop pauvres pour lui offrir cette chance. Ivoirien, Madadou assure, lui, qu'il a 21 ans et un enfant en France où sa femme l'attend. Sur la fiche de police remplie à son arrivée à Lanzarote, les policiers auraient mal écrit sa date de naissance : 2009 au lieu de 2003. Il se bat avec le consulat pour obtenir ses papiers.

Cinq mille morts en cinq mois

Le Marocain Yahia n'avait que 10 ans lorsqu'il est arrivé dans le centre, en 2021. « Il n'arrêterait pas de pleurer. Plusieurs de ses frères, installés à Madrid avec leur propre famille, se sont fâchés contre leur père à qui ils reprochent d'avoir organisé cette traversée dangereuse comme si c'était un Erasmus », raconte Gabriel. Il serait mineur dans un petit centre de la péninsule, avec six ou sept enfants, mais il refuse de partir : pour lui, nous sommes devenus sa famille », explique M. Orihuela.

« Jamais nous n'avions reçu autant de mineurs maliens ou sénégalais. Auparavant, les jeunes venaient principalement de familles déstructurées marocaines », souligne Juan Carlos Lorenzo de Armas, coordinateur territorial de la Commission espagnole d'aide aux réfugiés. La pauvreté, la guerre au Mali, l'instabilité au Sahel, la crise climatique, le manque d'avenir, les violences subies expliquent le plus souvent ces traversées.

Assis sur un banc, devant la plage de Las Canteras, Sallou, jeune pêcheur sénégalais de 17 ans originaire de Thiès, près de Dakar, est « venu pour avoir une vie meilleure et réaliser [ses] rêves ». Quels rêves ? « J'en ai beaucoup, répond-il en riant. Avoir un travail, construire ma maison, emmener ma mère à La Mecque, fonder une famille avec cinq enfants... C'est dur, mais je dois être courageux. » Son frère, installé en Espagne, en Galice, a payé les 400 000 francs CFA (610 euros) qu'a coûté le voyage. Et s'il est parti avant ses 18 ans, ce n'est pas un hasard : « Tu peux étudier, faire une formation ici et avoir un permis de résidence », reconnaît-il.

Le prix de tels rêves peut être élevé. La route canarienne est devenue la plus dangereuse d'Europe, avec 5 000 migrants morts durant les cinq premiers mois de l'année, selon l'ONG Caminando Fronteras. Des dizaines de pirogues disparaissent régulièrement dans l'océan. Samedi 28 septembre, un naufrage a encore fait neuf morts et 54 disparus au large d'El Hierro. ■

SANDRINE MOREL

